

# Université: journée d'actions unitaires le 1<sup>er</sup> février (p. 4)

**Le plan étudiant à la plateforme Parcoursup: l'instauration de la sélection!**  
Le 1<sup>er</sup> février, agissons pour une université ouverte!

Ce mois de janvier est celui de la mise en place dans les universités et les lycées de la plateforme « Parcoursup », et ceci alors que la réforme n'a pas encore été votée par les sénateurs et n'est donc pas adoptée!

Les attendus nationaux, définies en ateliers locaux sont rédigés dans la précipitation et sans consultation réelle des enseignants concernés, ni des instances des universités. Chacun veut pourtant être déterminant pour l'accès des bacheliers et aux formations post-bac, et pour les réorientations des étudiants en cours de licence. Dans de nombreux cas, la voie bloque l'accès des jeunes aux filières de leur choix, leur impose des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi décourager les candidatures, en empêchant des élèves les plus en

Supplément à l'Humanité

# Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Jacques Chabalière - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing - Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

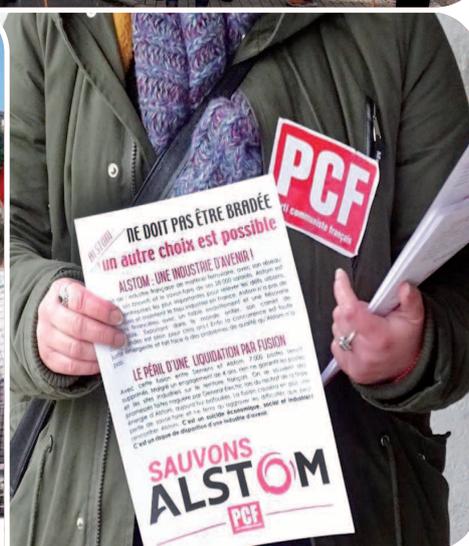
## 3 février : ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

**CONTRE** le démantèlement de l'hôpital, la baisse des APL, la casse de l'industrie

**POUR** l'émancipation au travail, une sécurité de l'emploi, un renouveau industriel, un service public du XXI<sup>e</sup> siècle



### La Bataille du rail dans le Cantal



### SERVEZ-VOUS



### MÉDIAS



Vendredi 2 février 2018  
8 h : Pierre Laurent sera l'invité de la matinale de Public Sénat

**VIDÉOS**  
Les parlementaires communistes des ASSEMBLÉES sur Facebook et Twitter



PCF Cantal @PCF Cantal pcfcantal@wanadoo.fr

# ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

## Ce qu'ils en attendent

Caroline, Robert, Eugène seront présent.e.s à la rencontre nationale du 3 février. Ils, elle nous donnent les raisons de leur participation.

### Caroline Brebant

A propos du logement (Oise)

**J**e suis élue communiste dans l'Oise, et je pense qu'il y a urgence sur la question du logement social, sensible dans mon département comme dans tout le pays. Le bailleur social, l'Opac de l'Oise, a annoncé juste avant les fêtes vouloir procéder à un rattrapage de charges auprès des locataires. Ces derniers devraient s'acquitter collectivement de 3,7 millions d'euros. Les communistes de la section de Saint-Maximin, dont je suis secrétaire, sont montés au créneau en provoquant une réunion publique, avec la participation de Jan Brossat, de la CNL et d'associations de locataires. Nous avons pu échanger et répondre à toutes leurs questions. Nous les avons alertés sur les attaques du gouvernement contre le logement social. La baisse de 5 euros d'APL n'est qu'un début, le gouvernement compte retirer, en 2018, 60 euros de plus sur celui-ci en demandant aux organismes HLM de compenser. Ainsi le gouvernement menace le bon entretien des logements, la production de nouveaux HLM ainsi que l'encadrement humain et social des HLM. Avec la nouvelle loi du logement ainsi que le projet de loi finances, cela n'ira pas en s'améliorant. Si nous n'agissons pas, c'est la mort à moyen terme du logement social au détriment des Français les plus humbles.

Lors des états généraux, il est nécessaire que le PCF porte haut une politique ambitieuse en matière de logement en France. Pour cela, plusieurs propositions peuvent être étudiées : la création d'un service public de l'habitat, chargé d'encadrer les loyers, de la revalorisation de l'APL et de la création de 200 000 logements supplémentaires sur le territoire ; renforcer le droit de pré-emption des collectivités pour réhabiliter certains bâtiments en logements ; renforcer la loi SRU avec un passage obligatoire à 30 % de logements sociaux dans les villes. Les Français ont besoin d'être informés et sensibilisés au saccage du logement social. Pour cela une campagne nationale est nécessaire pour contrecarrer les sombres ambitions du gouvernement. ✪



### Robert Bareille

SOS Maternité (Hautes-Pyrénées)

**R**obert Bareille est un défenseur ardent de la maternité d'Oloron-Sté-Marie. Il connaît son dossier sur le bout des doigts. Il faut dire qu'il bataille pour le maintien de cet établissement depuis 2008. D'abord comme maire adjoint, à présent comme conseiller d'opposition, et animateur de SOS Proximité. « Cette maternité, elle n'en finit pas de fermer mais, dit-il malicieusement, on ne finit pas d'y accoucher. » Bien que fermée officiellement, un accouchement en urgence vient en effet d'y être réalisé dans de bonnes conditions. « Cette maternité, nous l'avons sauvé trois fois. » A trois reprises, en effet, sa lutte [une pétition a recueilli 10 000 signatures] a fait plier l'administration. Laquelle ne désarme pas pour autant et vient de décider, pour la énième fois, de fermer le site le 31 décembre 2017. Sous pression des maniaques austéritaires de la cour des comptes, une technocratie obtuse s'acharne, faisant feu de tout bois. Robert Bareille parle de « manipulations, de mensonges, d'irrespect le plus total à l'égard des élus ». À présent il a saisi le tribunal administratif et pense gagner. La lutte rencontre un « gros écho » auprès de nombreux maires ruraux. Mi-décembre a été adopté « le manifeste d'Oloron » qui préconise « un moratoire immédiat et la création d'une mission parlementaire concernant la fermeture des maternités, des petits hôpitaux de proximité ou certains de leurs services ». Des liens se sont tissés, par exemple entre Oloron et St-Claude (Jura) où une lutte similaire se mène, notamment avec Francis Lahaut, maire honoraire. Ce que Robert Bareille attend des états généraux du 3 février ? « Une meilleure coordination des luttes, des actions qui existent aux quatre coins du pays, il faut les fédérer en respectant leur particularité, et permettre à la mobilisation de franchir une étape supplémentaire. » ✪



### Eugène Christo-Foroux

Emploi (Marseille)

**D**errière les états généraux du progrès social se cache un vrai effort d'intelligence collective qui s'inscrit dans la suite du combat de classe que nous menons à la section du 9<sup>e</sup> arrondissement de Marseille. Notre choix a été d'embrasser la question du travail et de l'emploi. Dans l'optique de lutter pour des propositions rassembleuses permettant de changer notre quotidien, nous avons traduit la réalité locale de notre territoire dans nos réflexions. Notre secteur couvre : le Parc Scientifique et Technologique de Luminy, le Campus CNRS Joseph Aiguier et l'Institut Paoli Calmette, autant de lieux de production scientifique à haute valeur ajoutée. Ce contexte local nous a amenés, d'une part, à défendre au quotidien le modèle de la recherche et de l'enseignement français face aux coupes budgétaires successives et, d'autre part, à aborder les états généraux du progrès social au regard d'un développement humain, entre science et travail. Étant moi-même doctorant d'Aix-Marseille Université, je ne peux que constater l'insertion professionnelle difficile des universitaires dans la vie active et le décalage entre la qualification des jeunes docteurs et les compétences valorisées par les entreprises. Comment arracher au capitalisme le monopole du développement technique ? Comment repenser la recherche et le développement dans des secteurs clés : énergie, communication ? Comment empêcher la technique de servir le profit ? Au même titre que nous soutenons une vision socialisée du travail, nous soutenons une vision socialisée de la science, où le développement scientifique et technique permettra : de répondre aux besoins de toutes les forces productrices, de mettre le travailleur en position de s'approprier pleinement ses outils techniques, de créer les emplois de demain et d'anticiper les besoins de notre société. À l'ère de la techno science, le pouvoir de façonner la nature s'est étendu au point de radicalement transformer l'horizon du possible. Le 3 février nous rappellerons que ce champ des possibles ne permettra l'émancipation de l'homme qu'à condition d'abolir les classes. ✪



### Jérémy Brochard

Syndicaliste, Airbus (Nantes)

**J**érémy Brochard a participé à l'atelier Industrie qui s'est tenu à l'initiative de la Fédération à Nantes. « On y a notamment parlé de la robotisation, de la numérisation qui arrive sur les lignes autour d'Airbus. Le travail change. Quel sera le travail de demain ? Quant au devenir de la filiale, il n'y a pas de nouveau programme. Des choses sont prévues jusqu'à 2030 et puis voilà ! » « Il y a eu tout un tapage médiatique sur les nouvelles commandes d'Airbus. Bien, mais 180 commandes d'A320, ça équivaut à trois mois de boulot seulement, on fait 60 A320 par mois. » « On a parlé aussi des sanctions disciplinaires qui tombent à Airbus. On a échangé sur la Navale. L'exemple a été donné de Rotterdam et d'autres ports où tout est automatisé. Du coup moins d'emplois. Les solutions ? Pour Airbus : stopper les suppressions de postes, embaucher, investir, innover, lancer des grands projets, exiger une commission d'enquête parlementaire. Le partage du travail, les 28 heures. Le numérique va arriver, OK. Mais le numérique pour quoi ? Pour remplacer l'homme ou pour remplacer les tâches pénibles que l'homme pourrait avoir à faire ? Si c'est pour remplacer les tâches pénibles, oui. » ✪



# Une première étape

Entretien avec Igor Zamichiei, secrétaire de la fédération PCF de Paris, en charge de coordonner les états généraux du progrès social.

**Communistes**

## QUE SE PASSE-T-IL LE 3 FÉVRIER ?

**IGOR ZAMICHEL :** Le 3 février, c'est le rendez-vous de tous les actrices et acteurs des luttes qui se déroulent partout en France, contre le Code du travail, contre le démantèlement de l'hôpital public. Mais aussi de ceux qui luttent pour le logement, contre la baisse des APL, ou encore de ceux qui se battent contre la vente des fleurons de notre industrie comme Alstom. C'est très important que les salariés, les citoyens se rassemblent pour débattre des solutions qu'ils portent partout dans le pays. À partir de ces échanges, on va essayer de construire un nouveau progrès social pour la France, les bases d'une alternative politique à la politique d'Emmanuel Macron.

**Communistes**

## QUELLE EST L'AMBITION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL ?

**I. Z. :** Cette réunion est particulière dans le sens que si résister est plus que jamais nécessaire aujourd'hui, il faut aussi lutter pour. Pour l'émancipation au travail, pour une sécurité de l'emploi, pour un renouveau industriel pour le pays, pour garantir le droit au logement qui est un droit humain fondamental ou encore pour construire un service public du 21<sup>e</sup> siècle. Tout cela, on va le porter ensemble dans les ateliers le matin du 3 février. Et l'après-midi, on se retrouvera dans une grande séance plénière avec des personnalités syndicales, associatives et politiques, avec le secrétaire national du PCF Pierre Laurent pour poser les bases de cette alternative politique, tous ensemble. Pour enfin passer des luttes de résistance à des luttes offensives pour construire l'alternative.

**Communistes**

## FAUT-IL ÊTRE UN SPÉCIALISTE DES QUESTIONS SOCIALES OU POLITIQUES POUR PARTICIPER AUX ÉTATS GÉNÉRAUX ?

**I. Z. :** Absolument pas ! Il suffit d'être en lien, par exemple, avec des collectifs de défense des hôpitaux, ou de défense des bureaux de poste qu'on supprime partout dans le pays. Plus générale-

ment, il suffit d'être un acteur d'une des multiples luttes qui se déroule actuellement partout dans le pays. C'est dans ces combats que se construit l'alternative politique, et il nous faut les faire converger. Et cela avec tous, salarié-e-s, citoyens. On compte sur votre participation active.

**Communistes**

## ET LA SUITE ?

**I. Z. :** Évidemment, ce n'est pas un coup dans l'eau que l'on veut faire... C'est une première étape, un premier rendez-vous national qui va permettre de faire converger ces aspirations, ces solutions qui sont élaborées et portées dans les luttes, partout dans le pays. On va poursuivre ce travail en rendant compte des ateliers qui se sont tenus le matin sur les 4 thèmes clés de la journée : le travail et l'emploi, l'industrie, le logement, les services publics. On va avoir une séance plénière qui va donner des perspectives pour la suite. L'objectif sera, à partir de cette réflexion commune, de continuer la mobilisation dans les territoires et éventuellement de penser à un nouveau rendez-vous national pour capitaliser sur ces premières expériences. ✪



Propos recueillis par Gérard Streiff

## TENUE VESTIMENTAIRE DES DÉPUTÉS

### Liberté d'expression bafouée, laïcité dévoyée

Le bureau de l'assemblée nationale vient d'imposer un principe de stricte neutralité dans la tenue vestimentaire des élus. Selon cette instruction, la tenue vestimentaire au sein de l'hémicycle "ne saurait être le prétexte à la manifestation de l'expression d'une quelconque opinion. Est ainsi notamment prohibé le port de tout signe religieux ostensible, d'un uniforme, d'emblèmes, logos ou messages commerciaux ou de slogans de nature politique."

L'idée même de neutralité est par définition contraire à la liberté d'expression ! Les députés désormais disposeront de moins de droits que les citoyens qui les ont élus. Cette mise au pas est grave pour la démocratie : c'est ce que n'ont pas manqué de déclarer les députés communistes.

Quant à l'observatoire de la laïcité dont le rôle est d'assister et de conseiller le gouvernement, il est désavoué. "Si le principe de neutralité du service public fait obstacle à ce que des agents ou des salariés participant au service public manifestent leurs croyances religieuses, ni la jurisprudence, ni la loi n'étend aux élus cette interdiction. [...]" ✪

PCF

🕒 9 > 12 h

Le matin venez participer aux ATELIERS

**INDUSTRIE**  
PAS DE PROGRÈS SOCIAL NI ÉCOLOGIQUE SANS INDUSTRIE

📍 Paris 19  
siège national du PCF  
2, place du Colonel Fabien  
M<sup>o</sup> Colonel Fabien (ligne 2)

**LOGEMENT**  
UN DROIT HUMAIN FONDAMENTAL

📍 Saint-Denis  
école Jean Vilar  
5, rue des Boucheries  
M<sup>o</sup> Basilique de Saint-Denis (ligne 13)

**SERVICES PUBLICS ET PROTECTION SOCIALE**

📍 Ivry-sur-Seine  
espace Robespierre  
2, rue Robespierre  
M<sup>o</sup> Mairie d'Ivry (ligne 7)

**TRAVAIL ET EMPLOI**  
EN FINIR AVEC LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ

📍 Malakoff  
école Jean Jaurès  
13, avenue Jules Ferry  
M<sup>o</sup> Malakoff - plateau de Vanves (ligne 13)

🕒 14 > 17 h

L'après-midi les ateliers convergeront en SÉANCE PLÉNIÈRE

**CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON FAISONS CONVERGER NOS LUTTES**

📍 Montreuil  
salle des fêtes de la mairie  
place Jean Jaurès  
métro Mairie de Montreuil (ligne 9)

ÉTATS GÉNÉRAUX DU PROGRÈS SOCIAL

# Macron, l'illusionniste

Quelques jours avant sa visite officielle en Chine, Emmanuel Macron lançait le 4 janvier son leitmotiv du moment : « La France est de retour ». À l'occasion de ses vœux au corps diplomatique, le chef de l'État s'est livré à l'un de ses exercices favoris, la mythification de son action politique internationale au service de « la défense de nos intérêts et de nos valeurs ».

Dans le prolongement de ses interventions d'août et septembre derniers devant les diplomates français, puis à la tribune des Nations unies ou encore à la Sorbonne, le Président a présenté le détail de la « ligne française » qu'il continuera de développer avec pour priorités déjà énoncées l'été dernier : « la sécurité, l'indépendance, l'influence » – auxquelles il ajoute, fort opportunément, « la solidarité ». Ces axes diplomatiques formeraient selon lui « un tout, un cap, une cohérence, une vision d'ensemble » assortis d'une méthode qui « passe par le dialogue et la fermeté de nos engagements ». Fermeté dont il faudra nous dire l'exacte définition et faire la démonstration s'agissant, pour seul exemple, de la reconnaissance de l'État palestinien...

Si Emmanuel Macron a, pour l'heure, pris le contre-pied des discours de peur et de guerre de son prédécesseur direct, il ne s'inscrit pas moins dans une logique qui est celle du jeu des puissances internationales qui, fortes de leur poids économique et militaire, entendent administrer, ensemble à quelques-unes et tout en se concurrençant, le cours du monde. La « lutte contre le terrorisme islamiste » demeure donc le point d'entrée de son discours et de sa politique. E. Macron tente de convaincre, au-delà des diplomates

étrangers auxquels il s'adresse, qu'au contraire des années que nous venons de vivre, le gouvernement français inscrit ses interventions militaires dans des cadres politiques en mettant en perspective les élections prévues au Mali ou en Irak, ou invoquant la nécessité de négociations multipartites pour résoudre le conflit syrien, ou, encore, en prenant le leadership de la lutte contre le « financement du terrorisme »... Mais aussi qu'il chercherait à s'attaquer aux origines des situations de crise – et, plus précisément, de l'arrivée de migrants en Europe – avec une action de coopération ciblée sur le Sahel alors que l'aide publique au développement demeure durablement sous-dotée. Sur le plan européen, le chef de l'État affiche son ambition d'une « union de 28 pays singuliers » dotée d'une « avant-garde ouverte » formée à partir d'un solide noyau franco-allemand, les « premiers de cordée » d'une Union européenne à plusieurs vitesses. Fustigeant ce « capitalisme (qui) dysfonctionne », le président français porte ainsi la promesse d'une renaissance. C'est ainsi qu'il faut entendre cette annonce de « retour ». La France, pionnière d'une refondation libérale européenne, tête de pont du commerce des armes (sujet éludé par l'Élysée), actrice essentielle de l'OTAN, retrouverait ainsi une place majeure au plan international en faisant le pari, au contraire des États-Unis de Donald Trump, du « multilatéralisme ».

À Davos, Emmanuel Macron chante l'espérance d'une telle renaissance libérale pour susciter l'adhésion des « classes moyennes » pourtant frappées de plein fouet par la casse



des droits sociaux et les politiques d'austérité. Il y invoque la nécessité de « retrouver une grammaire des biens communs et une régulation mondiale en matière d'écologie, de santé, d'éducation et de formation », quelques heures après sa rencontre médiatique avec les principaux patrons de l'Internet (GAFA) où se discutait l'idée de la création, « au niveau européen, d'un vrai marché unique du numérique et de la culture ».

Emmanuel Macron prétend vouloir conjurer la progression des forces nationalistes en agissant pour une « régulation » du système, alors que toute sa politique vise à libérer au maximum les forces du capital et gonfle les voiles des nationalismes.

Il y a chez le chef de l'État un savant talent à camoufler la réalité de son action et de ses intentions sous des formules rhétoriques, au diapason le plus souvent d'attentes populaires réelles. Confrontée aux faits, l'illusion ne durera guère. ✪

Lydia Samarbakhsh  
responsable des relations internationales

Université

# Journée d'actions unitaires 1<sup>er</sup> février

Entretien avec Camille Lainé, responsable du Mouvement jeunes communistes.

Demain, de manière unitaire, les organisations de jeunesse, syndicats de l'éducation et de l'enseignement supérieur appellent à une mobilisation pour répondre aux différents projets du gouvernement sur l'orientation et la sélection. Qu'attendez-vous de cette journée ?

C'est une journée qui va être très importante. Ce gouvernement qui est passé en force pour nous imposer par ordonnances sa loi travail XXL, qui a fait sans arrêt le choix des plus riches - en supprimant l'ISF pendant qu'il baissait les APL par exemple -, qui attaque en permanence nos droits collectifs et individuels semble sentir que l'état de grâce a ses limites. Cette semaine nous allons nous mobiliser partout, dans les lycées, dans les facs, mais nous ne serons pas les seul-e-s ! La colère monte dans plusieurs secteurs comme en témoigne la mobilisation des salariés-e-s des EHPAD, le ras-le-bol des fonctionnaires ou encore les différents conflits dans des boîtes comme Pimkie ou Carrefour plus récemment.

**Ce que vous dénoncez, finalement, c'est une volonté de la part du gouvernement de vouloir instaurer la sélection sans le dire. Comment les jeunes perçoivent cette réforme ?**

Vous savez la méthode du gouvernement sur ce sujet est symbolique de la façon de faire d'Emmanuel Macron. D'abord on dégrade volontairement le service public en appliquant l'austérité, en le critiquant dès que c'est possible, etc. Puis on se pose en sauveur en faisant le constat que ça ne fonctionne pas et donc qu'il faut agir. Sauf que le choix est toujours le même au final : aller toujours plus loin dans le libéralisme en exauçant les vœux du grand patronat. Ce qui se cache derrière le plan Vidal, la mise en place de parcoursup concernant l'orientation ou encore les annonces sur la réforme du bac, c'est tout simplement l'aboutissement du rêve de certain-e-s : individualiser les parcours au maximum en mettant en concurrence les territoires et les établissements pour à la fin sélectionner, trier sur le volet en fonction des besoins du patronat. Ce n'est pas parce que les mots ne sont pas prononcés par le gouvernement que la logique de leurs réformes ne les trahit pas...

On peut entendre parfois, y compris dans la bouche de nombre de jeunes, que la sélection, finalement, ce serait peut-être un moyen pour s'en sortir individuellement... Que répondez-vous à ces jeunes qui peuvent être sensibles à une forme de discours sur le mérite ?

C'est tout à fait normal que beaucoup d'entre nous se posent la question. Les dernières décennies ont vu notre système se faire démanteler volontairement. Les conditions d'études sont dégradées, les moyens sont en baisse chaque année et les grandes écoles ou les formations privées sélectives sont érigées en modèle de réussite et encouragées par les pouvoirs publics. L'idée n'est pas d'en vouloir aux jeunes qui peuvent se laisser séduire par ce discours mais bien de reposer la question fondamentale de l'accès à l'éducation pour toutes et tous et de la réussite pour chacune et chacun. La France en a-t-elle les moyens ? Allons-nous accepter de sacrifier volontairement et consciemment les classes populaires de ce pays ? Avec d'autres orientations politiques, pourrions-nous arriver à construire un autre système ? Sommes-nous assez nombreuses et nombreux à y avoir intérêt pour renverser ce rapport de force ?

Personnellement j'y crois et c'est le cas de l'ensemble de mes camarades. Cela va même au-delà de nos rangs lorsqu'on observe l'unité qui se dégage sur cette question. Envoyons un premier signal fort ce jeudi et la bataille ne fera que commencer !



## Minc a les miquettes

Alain Minc, le lou-ravi du tout libéral, converti au macronisme après l'avoir été au hollandisme, au sarkozysme, au chiraquisme, au mitterrandisme, au giscardisme (sur le pompidolisme, y a un doute), Minc donc est inquiet. « Il redoute une espèce de nouveau 68 qui dépasserait largement la France », observe Anne Fulda du Figaro. Et lui de confirmer : « Je pense que peut se produire un mouvement social inattendu, imprévisible, aux formes sans précédents et aux conséquences inconnues. Mais cela ne sera pas un mouvement vraiment comparable à 68, il sera plus politique. » On va tout faire pour lui donner raison... d'avoir les miquettes.

Gérard Streiff

## Vient de paraître

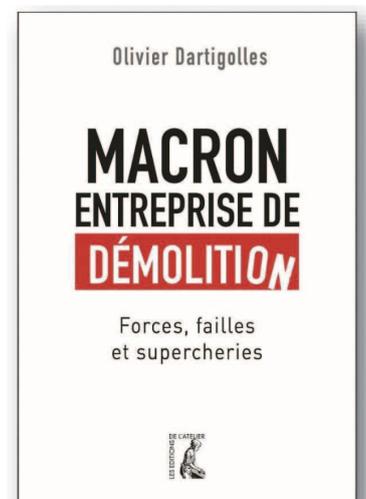


## MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries  
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)

COMMANDE  
des organisations  
Règlement à  
l'ordre du PCF à :  
PCF, Jean-Louis Le Moing,  
2, place du Colonel-Fabien  
75019 Paris  
Prix préférentiel  
pour les fédérations

Pour des débats  
autour du livre :  
Alain Feuchot  
afeuchot@pcf.fr  
(Tél. : 01 40 40 11 11)



1<sup>er</sup> fév. Quimperlé / 2 fév. Vannes  
3 fév. Montreuil  
7 fév. Aveyron / 8 fév. Toulouse / 9 fév. Cahors

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous  
pouvez déduire 66 % de ce montant.

## Municipales La gauche l'emporte dans deux scrutins partiels

A Auterive (Haute-Garonne),  
la liste « Auterive autrement »  
(PCF, PS, Ecologistes, citoyens),  
avec René Azema,  
l'emporte avec 56 % des voix

A Bohain-en-Vermandois (Aisne),  
la liste conduite par Yann Rojo,  
proche du PCF, l'emporte avec 58 %